

*[Text]*

**Mr. Rayner:** Madam Chair and Mr. Hovdebo, as we noted in the opening statement, indeed, considerable progress has been made towards improving the accounts and removing some of the reservations of the Auditor General. The outstanding reservations are ones that fit a variety of categories. One or two of the points made by the Auditor General as reservations this year are simply points on which the government does not agree with the position taken by the Auditor General. In those cases, until such time as we find a ground for agreement, I am afraid we will continue to have those reservations on the accounts. The reader of the statement then makes his judgment based on his interpretation of the accounts and the Auditor General's comments thereon.

In other cases—and they tend to be things such as the entity issue, the consolidation of Crown corporations—we are dealing with a very complex issue. It is under study. The government has yet to take a position on whether it is prepared to consolidate the Crown corporations. The dealt cannot be dealt with in isolation. It relates to other issues raised by the Auditor General concerning, for example, the accrual of revenues and the accounting for fixed assets in the government's summary financial statements. All of these are complex and in some cases costly issues to implement.

So I can assure you the government has the matters under careful review, and when it is able to it will make its decisions final. But it is our desire certainly to end the process with a set of summary financial statements for the Government of Canada that the Auditor General is able to give a clean opinion on.

**Mr. Hovdebo:** Do you want to comment on this, Mr. Dye?

**Mr. Dye:** I think Mr. Rayner states my objective. I would like to leave my post as Auditor General having reported at least once a clean opinion. In 10 years, that seems possible; but it is only 4 years away.

If you go back to 1984, our concerns in that year were the entity issue, which Mr. Rayner mentioned—do you put in the Crown corporations or do you not—employee pensions, and the soft loans. The government has dealt to our satisfaction, I think, with the question of soft loans. So that is one off the books. But then we have added others. New ones do pop up; although I do not see any new ones popping up on the horizon just yet. I think we can knock them down now.

**Mr. Hovdebo:** I think that is my next question. Under the circumstances. . . for instance, this year there are some new reservations. Each time the Comptroller General gets one out of the way, you find a new one. Is the source of

*[Translation]*

**M. Rayner:** Madame la présidente et monsieur Hovdebo, comme nous l'indiquons dans notre déclaration préliminaire, des progrès considérables visant à améliorer la présentation des comptes et à répondre positivement à certaines des réserves émises par le vérificateur général ont été réalisés. Les réserves n'ayant pas encore reçu satisfaction relèvent de toute une variété de catégories. Une ou deux des réserves émises cette année par le vérificateur général sont tout simplement dues au fait que le gouvernement n'est pas d'accord avec la position adoptée par le vérificateur général. Tant que nous ne trouverons pas de terrain d'entente, je crains que ces réserves ne continuent à être émises. Il reste au lecteur à former son jugement en fonction de son interprétation des comptes publics et en fonction des commentaires du vérificateur général.

Les autres réserves—et elles ont tendance à concerner des choses comme la question des entités, la consolidation des sociétés d'État—portent sur une question très complexe. Elle est à l'étude. Le gouvernement n'a pas encore pris de décision quant à l'éventualité d'une consolidation des sociétés d'État. Cette question ne peut être traitée isolément. Elle se rattache à d'autres questions soulevées par le vérificateur général concernant, par exemple, l'accumulation des recettes et la comptabilisation des avoirs fixes dans les états financiers sommaires du gouvernement. Toutes ces questions sont complexes et dans certains cas, leur résolution est onéreuse.

Je peux donc vous assurer que le gouvernement étudie de très près ces questions et quand il le pourra, il nous fera part de ses décisions. Il reste que nous désirons arriver à une solution, un jeu d'états financiers sommaires du gouvernement du Canada qui aura l'aval du vérificateur général.

**M. Hovdebo:** Voulez-vous dire un mot, monsieur Dye?

**M. Dye:** Je crois que M. Rayner a exposé mon objectif. J'aimerais, avant de quitter mes fonctions de vérificateur général, publier au moins un rapport contenant une opinion claire et nette. J'ai été nommé pour 10 ans, cela semble donc possible, mais il ne me reste plus que 4 ans.

C'est en 1984, comme M. Rayner l'a mentionné, que nous avons commencé à nous poser la question de l'éventualité du regroupement des sociétés d'État, des régimes de pension des employés et des prêts assortis de conditions de faveur. Je crois que le gouvernement a résolu à notre satisfaction la dernière de ces questions. Cette réserve a donc disparu. Cependant, depuis nous en avons ajouté d'autres. Il y en a toujours de nouvelles qui surgissent, bien que je n'en vois pas à l'horizon pour le moment. Je crois que nous pouvons toutes les régler maintenant.

**M. Hovdebo:** Je crois que c'est justement ma question suivante. Dans ces circonstances. . . par exemple, cette année, vous émettez quelques nouvelles réserves. Chaque fois que le contrôleur général en fait disparaître une, vous